

Le conseil général provoque le licenciement de travailleurs sociaux

Le conseil général de Seine Maritime réduit de 5 millions d'euros son budget alloué aux actions d'insertion en faveur des bénéficiaires des minimas sociaux.

Il a également décidé d'exclure de ses actions les bénéficiaires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé) et des ASS (Allocation Spécifique de Solidarité). Cette réduction budgétaire (de 16 à 11 millions) intervient alors que que Didier Marie, président du conseil général PS, avait promis que les actions de solidarité resteraient une priorité...

Ce désengagement affecte une partie de la population isolée, précarisée qui ne sera plus accompagnée par les travailleurs sociaux, et met en difficulté les associations d'insertion, provoquant des restructurations et des licenciements (une trentaine sur l'agglomération).

[illegible]

POSTE , EDUCATION , LYCEENS :
la grève du 24 a été une étape importante !

PRIVATISATION DE LA POSTE: une catastrophe pour les postiers et les usagers

La privatisation de la plus grosse entreprise du pays serait une catastrophe, à la fois pour les postiers et pour la population. C'est un scénario à la France Telecom qui est écrit à l'avance: des conditions de travail profondément détériorées et une Poste qui ne sera plus au service du public mais soumise aux intérêts privés. Seulement, avec la votation citoyenne, le gouvernement a été mis en difficulté : il est clair qu'une grande partie de la population est opposée à la privatisation.

Il faut résister et participer aux comités de lutte contre la privatisation et de soutien aux postiers et développer ceux qui se sont constitués dans la foulée de la votation. Pour mener la bataille dans l'opinion publique, pour convaincre que non, la privatisation n'est pas une fatalité. Et pour soutenir les postiers en grève.

C'est une lutte des postiers et des usagers côte à côte qui pourra avoir raison du projet de privatisation.

EDUCATION NATIONALE: le plus gros plan de suppression de postes

Le gouvernement va supprimer 16000 postes en 2010, après 13500 cette année et 11200 en 2008.

C'est le plus important plan de réduction d'effectifs en France, public, privé confondus.

Après avoir fait passer l'idée que les fonctionnaires et les profs en particulier , sont des privilégiés et des fainéants, les gouvernements successifs depuis plusieurs années réduisent les budgets et les effectifs de l'école publique tout en favorisant le développement des établissements privés.

Après l'eau, l'énergie, bientôt la poste, l'éducation est sacrifiée pour devenir rentable.

Dans bien des cas il n'est plus possible de diviser des classes en deux pour des travaux pratiques de sciences, de langue vivantes ou pour aider les élèves en difficultés. Les remplacements sont mal assurés par manque de professeurs titulaires remplaçants. A Oissel , tous les professeurs d'une école primaire(envoyés en stage au même moment) on failli être remplacé par des professeurs stagiaires en formation, donc encore inexpérimentés. Après protestation, le stage des enseignants a été annulé...

La réforme en cours prévoit un recrutement des profs après cinq années d'études après le bac(contre quatre aujourd'hui) et supprime l'année de formation payée, où le professeurs apprend son métier(construire un cours, gérer une classe, la discipline etc...).

Cette réforme va donc amener des professeurs moins compétents(moins formés) et fera un tri social supplémentaire favorisant les étudiants capables de se payer cinq années d'études...

Une première manifestation de l'éducation nationale a eu lieu mardi 24 nov, rejointe par des lycéens en grève et quelques postiers .Ce n'est qu'un début.

LYCEENS : la réforme sert d'habillage aux suppressions de postes, c'est non négociable

Côté lycées , une bonne mobilisation a eu lieu le 24 mais Rouen souffre d'être la seule ville en pointe

Pourtant, les classes sont déjà surchargées : « on a des 1ère à 37 élèves ». Un Bac Pro en 3 ans c'est pas ce qu'il nous faut : « on a moins de temps pour apprendre ». Avec la suppression des BEP : « plus de jeunes seront sans diplômes ». Des disciplines deviennent optionnelles : « plus d'histoire géo pour les 1ères S » . etc ...

On ne peut pas laisser ce gouvernement continuer de détruire notre Poste , notre école publique et laïque.

Soyons solidaire , dans la rue, avec les postiers , les personnels de l'éducation nationale pour dire STOP !!

Sarkozy ne fait pas ce qu'il veut, nous voulons une poste qui reste un service public , une école basée sur l'épanouissement et l'enrichissement de nos gamins, pas sur la sélection et la compétition!!